

Parution d'un hors-série le 24 décembre - prochain hebdo le 7 janvier

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
17 au 23 décembre 1998

10,00 F

Contre le chômage et la misère Front des luttes

COMME L'AN DERNIER, LA revendication d'une prime de Noël de 3 000 F ne saurait être une réponse appropriée aux questions que pose le mouvement des chômeurs. Cependant, le problème d'un revenu décent reste posé.

Aujourd'hui le mouvement fonctionne sur un compromis que l'on retrouve dans le slogan « Avec ou sans emploi, un revenu c'est un droit! ».

Malgré les dénégations des politiciens, les économistes et les sociologues laissent clairement entendre que le plein

refusant de soumettre sa réflexion aux règles de l'économie. C'est un renversement complet de la problématique qui invite à prendre conscience que la vie ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise et à réfléchir en fonction de ce que les gens ont besoin pour vivre.

Sous les revendications, ce sont des choix fondamentaux qui transformeraient radicalement les règles économiques et sociales qui sont en jeu.

Ces choix entraîneraient la mutation du modèle social. Si le mouvement des chômeurs doit se limiter à des revendications

Nous nous trompons quand nous voulons « lutter contre le chômage », c'est contre la pauvreté, la misère qui monte, la précarisation d'un nombre de plus en plus grand d'individus salariés ou pas qu'il convient de se battre. Le sort d'une caissière de supermarché n'est pas plus enviable que celui du Rmiste.

Près de 3 millions de salariés vivent avec moins de 5 000 F par mois... Certains parlent déjà de « précairiat ». (Albert Jacquard, dans son livre de fiction « La légende de demain » appelle cette nouvelle classe les « zantros » : « On

Le Monde libertaire à nouveau poursuivit en justice :

après un jugement de nullité, le maire socialiste de Noisy-le-Grand fait appel.



emploi ne reviendra plus. La dérive consisterait à maintenir les chômeurs dans l'inactivité tout en leur accordant les attributs du salariat.

Le sociologue Alain Bertho résume significativement: « Le chômage apparaît comme la forme ultime du salariat ».

Ce n'est certes pas la voie qu'il convient d'emprunter. De plus, le mouvement des chômeurs est traversé par des débats sur la question du salariat, de la production, de la répartition des richesses, des besoins et semble prêt à dépasser les frontières du « possible » en

clarations portant uniquement sur le droit au revenu, il se vide de sa substance.

Abolissons le salariat

Avec sa loi contre l'exclusion, Aubry montre la voie choisie par le pouvoir en créant un statut pour les exclus. En fait il n'est pas question de lutter contre quoi que ce soit, il s'agit seulement de gérer la misère, de donner un statut aux miséreux qui iront de périodes de chômeurs en périodes de stages ou de CDD et auront appris à se contenter de peu. Ils et elles sont nombreux (ses) à n'avoir jamais connu au sortir de l'école que TUC, CES, SIVP, pour eux 5000 F par mois, c'est la lune! Ca fait passer les emplois-jeunes pour une avancée sociale. L'augmentation des minima sociaux - outre qu'on prendra l'argent dans les poches des salariés - ne changera rien au problème.

les reconnaît à leur maintien effacé: tout dans leur comportement manifeste leur désir de se faire pardonner d'exister [...] ».

Un discours revendicatif plus radical permettrait de jeter des ponts entre les salariés « protégés » (titulaires), les salariés « éjectables » (Privé), les salariés « précaires » (emplois-jeunes, CES, CEC, et autres CDD), les sans-emploi (AUD, ASS, RMI) et les exclus de tout.

Ce qui avait entraîné tout le monde dans les rues en 1995, c'était le refus du plan Juppé et, au-delà, le sabotage des services publics et du système de protection sociale.

Ce qui pourrait nous unir aujourd'hui c'est le refus de l'emploi-galère et du chômage-misère. Affirmer haut et fort que les solutions sont ailleurs que dans le salariat, c'est regarder les choses en face, c'est être réaliste! Il a trop été question ●●● page 8

EDITORIAL

Difficile de passer à côté de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948... Conférences, fêtes, colloques, internationaux et flash publicitaires se sont succédés à un rythme soutenu. Les Droits de l'Homme semblent aller de soi, surtout quand ils sont présentés comme étant essentiellement le refus de toutes les formes de torture. Mais derrière ces appels à condamner les crimes les plus graves, ces commémorations droits-de-l'homnistes sont loin d'être politiquement au dessus de tout soupçon. Elles profitent largement aux classes dominantes qui ont compris depuis longtemps tous les avantages qu'elles pouvaient retirer de l'usage intensif des valeurs humanistes et libérales. Selon la même logique que le « nous avons quand même la chance d'être dans un pays libre », les États démocratiques se prétendent l'exemple, le seul exemple à suivre.

On peut aussi s'étonner que, de manière fort étrange, aucun journal, aucune radio aucune télévision ne se soit jamais fendue d'un reportage conséquent sur les exactions du régime de Djibouti... largement financé par l'État français (qui dispose dans cette région d'une de ses plus importantes bases militaires). Mais on le sait, la France est « Le pays des droits de l'Homme », comme peuvent en témoigner les millions d'individus entassés dans des banlieues-ghettos, les millions de chômeurs et de précaires, les millions d'immigrés et d'enfants d'immigrés prenant chaque jour de plein fouet le racisme ordinaire dans la gueule, les dizaines de milliers de sans-papiers et les victimes de la double peine (qui, une fois effectué leur peine de prison, sont immédiatement expulsés quelles que soient les conséquences).

Certains nous rétorqueront que le problème est justement la mauvaise ou la non-application de la Déclaration des droits de l'Homme. Mais là encore, sur le fond, nous ne pouvons nous satisfaire idéologiquement de ce texte. Prenons la première phrase du premier article, le plus connu: « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Dès le départ le bât blesse: pour nous l'égalité ne peut se réduire à l'égalité dite fondamentale, circonscrite en quelque sorte à l'étape de la naissance, à l'état de nature. C'est le plus sûr moyen d'éluider le problème des inégalités économiques et sociales qui se développent par le jeu capitaliste et marchand, par la concurrence et la compétition. En un mot, l'égalité fondamentale est purement théorique, alors que nous voulons une égalité pratique.

Ainsi, les Droits de l'homme demeurent un alibi commode pour les bourgeoisies qui combattent avec férocité toutes les luttes pouvant aller dans le sens d'une égalité effective entre les individus.

ISSN 0026-9433 - N° 1145

M 2137 - 1145 - 10,00 F



F.P. 2520

Amour libre et anarchie

LA LIBERTÉ EN AMOUR BOUSCULE toutes les notions de famille, de couple, de fidélité et d'hétérosexualité. Elle n'impose pas un sexe, une durée, et un nombre défini de participants, et n'est jamais réductrice puisqu'elle n'a que l'imagination et le désir comme seule règle. Du moment, bien sûr, qu'elle s'exerce dans le respect de soi et de l'autre, et qu'elle soit librement consentie par tous. L'amour libre est une alternative réelle, une autre façon de tenter de construire une société plus juste, plus égalitaire, où chacun aurait sa place, c'est-à-dire une société libertaire. Dans ce contexte, l'amour libre est une revendication essentielle puisqu'elle touche l'individu dans ce qu'il a de plus intime et de plus quotidien aussi!

La liberté d'aimer est une liberté fondamentale qui ne devrait jamais être remise en cause. Chacun devrait avoir le droit de choisir, librement, de sa vie sexuelle, de ses choix amoureux, sans que la société ait son mot à dire. (Ensuite, évidemment, nous devons composer avec les contingences de la vie quotidienne. Vivre en totale indépendance coûte cher, par exemple, et partager un appartement avec un compagnon ou une compagne, divise déjà les frais par deux!). Mais la morale, le bien, le mal, la pudeur, toutes ces conneries,

rien de tout cela ne doit interférer dans nos désirs, même si ceux-ci s'épanouissent hors d'une norme établie que, de toute manière, nous rejetons.

Notre corps nous appartient

Nous pouvons partager notre corps, mais jamais le donner ou le soumettre à qui que ce soit. Et l'amour libre commence peut-être par là, par la liberté que nous nous donnons, que nous donnons à notre corps. C'est-à-dire le libérer des canons de beauté que la société nous impose, le libérer aussi des vêtements qui nous entravent souvent inutilement (Élisée Reclus le disait déjà, il y a un siècle!). Évidemment, l'amour libre balaye complètement ce concept imbécile de « fidélité », qui ne veut absolument rien dire et qui a bousillé tant de vies.

Sous cette prétendue fidélité, se cache bien souvent la jalousie; l'impossibilité de reconnaître à l'autre la liberté que l'on voudrait s'octroyer! Et là, il me semble qu'on touche du doigt le problème majeur qui entrave l'amour libre: la possession de l'autre, et le pouvoir qu'on exerce sur lui, physiquement et moralement. Toujours ce pouvoir, ennemi irréductible de la liberté!

Parce que si l'on éprouve de la « peine » à l'idée que l'autre ait des relations sexuelles et/ou amoureuses avec d'autres personnes, c'est parce qu'il nous est difficile d'accepter que le corps de celui ou celle qu'on aime touche un autre corps. Et c'est là-dessus qu'il faut réfléchir, sur cette idée de possession, et non l'éluder comme quelque chose de peu d'importance.

Cela nous pousse à nous interroger sur le rapport que nous entretenons avec notre propre corps. Nous le cachons sans cesse sous des vêtements, et nous ne le dévoilons qu'à l'être aimé. Cela ne peut que renforcer l'idée que le compagnon ou la compagne a un « droit de regard » sur lui. Un « droit de regard » qui se transforme vite en « droit de possession exclusive »...

Le naturisme, par exemple, peut être un moyen d'éviter cela. Il était d'ailleurs assez couramment pratiqué dans les milieux libertaires du début du siècle. Les anarchistes de cette époque se penchaient également sur le sujet de l'amour libre, et tentaient de le mettre en pratique, au quotidien. Les témoignages qui sont parvenus jusqu'à nous sont tous d'une étonnante modernité... Et on peut encore aujourd'hui admirer sans réserve le courage et l'audace des femmes anarchistes, lorsqu'elles affirmaient, haut et fort, leur désir de vivre libre et d'aimer librement, sans contrainte, alors que la société tout entière les conditionnait à arriver vierge au mariage, à se soumettre à leur futur époux en leur restant fidèle, à faire des bébés... Et surtout à se taire!

Mais si les témoignages d'hier sont encore d'actualité, cela veut dire aussi que nous avons peu progressé... même si la virginité n'est plus franchement un problème (au moins dans les sociétés occidentales) et que la maternité est enfin maîtrisée, grâce à la contraception.

Où en sommes-nous ?

Aujourd'hui, dans le mouvement libertaire actuel, on n'aborde plus beaucoup ce thème de l'amour libre. Et on peut se demander pourquoi... N'est-ce pas parce que beaucoup d'entre nous n'ont pas réellement envie de réfléchir à leur vie quotidienne et n'ont, tout simplement, pas envie de se remettre en question?

Sous couvert d'une certaine émancipation, d'une certaine remise en cause du couple tel qu'il est vu traditionnellement, le discours souvent tenu, du genre: « Tu fais ce que tu veux, mais je ne veux pas le savoir »... n'est, pour moi, rien d'autre qu'une sorte de politique de l'autruche qui permet surtout de ne pas avoir à se remettre en question. Que d'hypocrisie se cache sous ces belles paroles! Il est vrai que le che-

min est long pour arriver à vivre cet amour libre, puisqu'il suppose un travail sur soi-même, mais c'est peut-être finalement le plus court pour changer les mentalités et la société. Pour cette raison, nous ne devons pas faire l'économie de ce cheminement, aujourd'hui moins que jamais. Certains pensent qu'il faut d'abord changer la société avant de s'attaquer au « petits problèmes du quo-

dans toutes les dictatures, lesotionnaires s'en prennent toujours au sexe des hommes et des femmes qu'ils torturent, comme le symbole de ce qui est inaliénable et que l'on veut briser à tout jamais. Par-delà les années, les anarchistes d'hier nous montrent le chemin pour demain. Il n'est peut-être pas si compliqué que cela: d'autres y sont bien arrivés! Comme Marguerite



tidien », et que l'amour... Eh bien, on verra ça plus tard! C'est vrai que l'amour libre dans une société qui ne l'est pas peut sembler une utopie! Car tout marche de concert. Mais, dans le même temps, tenter de vivre chaque jour cet amour libre est un bon moyen de se mettre en marche vers l'Utopie. Pour ma part, je pense que la première révolution est celle que nous faisons d'abord en nous-même, et dans nos relations avec nos proches. Cela fait peut-être moins de bruit, mais c'est une façon, aussi, d'ouvrir les portes à un « autre futur », plus souriant que celui que nous proposons des émules fascistes, et autres furies. Parce que si nous, anarchistes, avons quelque peu écarté ce sujet de nos préoccupations immédiates, les tenants de l'ordre moral, eux, ne se lassent pas de rabâcher leur credo, en brillant leur attachement à la famille, à la fidélité, aux « Laissez-les vivre » etc. qui sont la base même de la société conservatrice.

L'amour est enfant de bohème... qui n'a pas besoin de frontières

Nous savons bien que l'amour libre n'existe jamais dans les sociétés totalitaires. Les homosexuels, par exemple, ont été déportés dans des camps de concentration nazis et,

Després, une militante anarchiste, lorsqu'elle écrivait, en 1907, tout simplement: « Je suis une ouvrière manuelle, et toute ma vie j'ai gagné mon pain au jour le jour. [...] J'ai pratiqué la liberté en amour, sans ostentation, mais non pas en hypocrite. [...] J'ai aimé d'amour sentimental, d'amitié profonde, et il m'est arrivé aussi que mon désir m'ait mené simultanément vers plusieurs êtres... [...] Je n'ai jamais accepté qu'on me conte fleurette sans poser la question préalable de la sauvegarde de ma liberté. [...] » L'amour libre est une force extraordinaire qui se fait joyeux des frontières: de toutes les frontières. C'est une richesse pour tous, partageable avec tous. C'est peut-être même la seule chose qui nous donne autant d'énergie pour nous battre et changer le monde. Alors il est temps que nous échangeons nos expériences et nos idées, sans tabous. Que nous partagions nos tentatives de vivre, ici et maintenant, notre idéal libertaire, et ce sans attendre « le grand soir »! Mais pour cela, nous devons traquer sans relâche toutes les scories d'une éducation moraliste, puritaine et castatrice (en deux mots: judéo-chrétienne) qui nous collent encore à la peau, et dont avons, il me semble, beaucoup de mal à nous défaire.

Cathy Ytak



La *Question sociale*, a publié une brochure sur « L'amour libre », dans laquelle on peut lire quatre magnifiques textes écrits par des femmes anarchistes du début du siècle (dont celui de Marguerite Després). Cette brochure s'étoffe au fur et à mesure de ses rééditions successives, et lance un appel à contribution! Le débat est donc ouvert! La *question sociale*, B.P. 66, 08120 Bogny-sur-Meuse. Prix 20 F (plus 12 F de port). En vente également à librairie du *Monde libertaire*.

Monde libertaire hors-série sortie le 24 décembre 40 pages, 20 F.

Au sommaire: Bilan social et politique de 1998 • Ou en est la lutte des sans-papiers? • Stratégie antifasciste • Réduction du temps de travail et 35 heures • Retraite et fonds de pension • Quelle conception libertaire des services publics? • Féminisme et antisexisme • Anarchosindicalisme et syndicalisme révolutionnaire • Les grandes grèves du siècle • Europe: de Maastricht à Amsterdam • le livre noir du capitalisme...

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

FN: le combat haineux des hyènes

IL Y A QUINZE JOURS, NOUS écrivions qu'un des obstacles à une recombinaison d'une droite réactionnaire et fascisante s'appelait Le Pen. Et voilà que pour cela, la vermine fasciste s'entre-dévore à pleines dents... L'histoire s'accélère. Le F.N. a désormais « ses extrémistes, ses félons, soutenus par de grands capitalistes » exclus pour l'exemple par l'empereur, Menhir Premier. La horde carnassière des mégrétistes avait les crocs depuis pas mal de temps. Le vieux despote, avec sa meute familiale, avait flairé cela et s'énevait. Il a jeté les premiers coups de griffes et le dépeçage sanglant s'est engagé. Cela au moment où jamais l'extrême droite n'a eu un si beau score électoral! Cette lutte fratricide n'est que l'aboutissement logique de ce sur quoi a été construit le F.N. en 72, à savoir une fédération des courants éparses de l'extrême droite moribonde à cette époque. Si leurs fonds de commerce idéologiques présentent beaucoup de similitudes, les stratégies pour parvenir au pouvoir n'ont jamais été les mêmes. Justement, les portes de celui-ci s'entrouvrant, la guerre des clans ne pouvait qu'arriver.

Regards ce qui se passe dans ce carnage politique et ses conséquences éventuelles. Le Pen tout d'abord. Utilisant

régulièrement les lieutenants d'un clan pour en contrer un autre trop gourmand, cela lui a permis de tenir son parti pendant pas mal d'années. Mais son dernier chouchou alias Mégret l'a doublé ne se contentant pas seulement de caresses, mais tissant un réseau serré et efficace.

Rivalités et enjeux

Premier échec du vieux baroudeur populiste. Habitué aux nuits des longs couteaux, classique des classiques dans l'histoire de l'extrême droite, Le Pen tranche désormais bras et jambes allant ainsi vers une lutte à mort et un point de non retour. À l'époque où le F.N. représentait à peine 1% électoralement, ce genre d'exercice pouvait passer. Mais aujourd'hui, c'est détruire tout le poids acquis par son parti. Le Pen montre alors ce qu'il a toujours été, à savoir un chef de clan, de surcroît parano et non un chef politique. Il est, ce qui est paradoxal, victime de son succès. L'assise militante de son parti qui a bossé sur le terrain n'apprécie pas de voir tant d'énergie passée à la moulinette par un despote usé, prêt à briser son jouet pour en emporter un bout dans sa tombe. Et c'est sur ce ressentiment de la base que se place astucieusement Mégret. Il a su se donner l'image de la victime, il se

veut unitaire et démocratique... bref il a de bons atouts tactiques en plus de ses solides réseaux internes. Si lui aussi a mis un coup d'accélérateur, c'est qu'il ne pouvait attendre 2002, voir le F.N. continuer à se ghettoïser sous la férule de Le Pen et se faire évincer tout doucement. Réaliser son but de faire du F.N. un parti comme l'Alliance Nationale en Italie (un néo fascisme propre), ne peut se faire qu'à chaud, quitte à rater les élections européennes. Si le F.N. va vers la scission, Mégret aura des troupes derrière lui et devant le temps et des billes. Plus Le Pen enfle, plus il commet de gaffes, sa mégalomanie doit écouer plus d'un militant de base. Qui sait si le David vitrollais n'arrivera pas à abattre le Goliath de Saint-Cloud?

Sarkozy ainsi que certains journalistes entrent ces jours-ci un peu vite le F.N. et Millon. Ce dernier, à leurs yeux, est mort parce qu'ayant mis toute sa stratégie sur un F.N. fort à jamais. Personne n'est devin, et l'on verra bien ce qu'il en sera, mais ce jugement nous paraît peu perspicace. Au contraire, avec un Mégret libéré de Le Pen, disposant d'un potentiel militant fort, la recombinaison à droite de la droite pourra se faire plus librement et Millon sera bien plus à l'aise. L'appel de son mouvement la Droite aux licenciés du F.N. démontre bien notre analyse. Quant à l'arc républicain rhônalpin,

béni par R. Barre, qui peut éventuellement évincer Millon, il montrera vite ses grenouillages politiques et ses limites gestionnaires. Le monoplace ne tiendra pas le coup très longtemps. De plus, l'argument d'une mort politique de l'extrême droite laisserait croire que les partis « républicains » retrouveraient facilement la confiance des électeurs, comme si les causes du vote F.N. (chômage de masse, misère sociale) disparaissaient avec l'implosion de ce parti! Encore une fois, les démocrates tentent de se refaire une virginité en confondant sciemment causes et effets, car si la sauce Mégret prend, le danger fasciste reviendra avec encore plus de possibilités. Soyons lucides, aujourd'hui, les fachos ne meurent pas, ils cherchent à être plus forts pour le futur.

Un moment de répit à saisir

Cependant, pour les mois qui viennent, le FN va subir une érosion en raison de sa guerre civile. Si les masques tombent pour ce parti soi-disant différent, ils peuvent aussi tomber pour ceux de gauche et de droite. Avec un F.N. en

veillesse pour un certain temps, pouvant moins jouer les trouble-fête, le racisme d'État, l'aggravation de la misère, le délire sécuritaire... apparaîtront encore plus, avec comme responsables l'État et le patronat. Certains verront alors que la lutte antifasciste dépasse largement la lutte anti-F.N. Quant à la gauche, elle va être moins à l'aise dans ses baskets. Et d'une, son chantage au F.N. sera plus dur pour ceux qui la contestent. De deux, plus sa politique antisociale sera accompagnée de répression, plus son antifascisme citoyen apparaîtra pour ce qu'il est, à savoir une gomme contre la lutte de classes et donc un frein à la lutte contre le fascisme. Quant à la droite, cherchant à récupérer les électeurs déçus du F.N., elle développera un peu plus les idées fascisantes. Donc, si nous ne voulons pas que la bête immonde se refasse une santé, profitons de son malaise actuel pour porter plus que jamais sur le terrain notre critique anti-étatique et anti-capitaliste et avancer nos propositions. Il y a des moments à ne pas rater!

Jaime
Groupe Kronstadt - Lyon

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>



En bref

■ Un nouveau groupe de la FA est en cours de création en Alsace. Adresse provisoire : CRES (Alsace) B.P. 113, 54510 Tomblaine.

■ Vous pouvez retrouver les groupes lyonnais de la FA tous les mercredis de 21 h à 22 heures sur Radio Canut (102.2) dans leur émission « Idées noires ».

■ Le numéro 12 de La Faille est sorti. Au sommaire : Lycéens, sans-papiers, Le Poulpe le film; le PACS, etc. Abonnement 36 F les 6 numéros (chèques à l'ordre de LAP). c/o La Faille, B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02.

■ Une liaison FA. « Monts d'Arrée » se constitue dans le Finistère. Liaison Monts d'Arrée: c/o CEL, B.P. 728 Brest Piller Rouge, 29277 Brest cedex.

■ Alternative libertaire de décembre est disponible. Au sommaire: Les capitaux circulent, tous les humains pas!; Alternative: Première rencontre inter-collectifs; Lettre à un juge d'instruction; La poutre du voisin dans notre oeil; Le défunt travail et le travail des fins; L'idéologie du travail; Les minima sociaux, même en prison!; Un nouveau squatt à Liège - Collectif; Rencontre avec Régina Louf; Derrière la morale, le mensonge; Les femmes sont aussi pires que les hommes; Le bulletin du Collectif contre les expulsions; Anarchisme et non-violence... Alternative Libertaire est disponible par correspondance: au numéro 100 FB ou 20FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique.

Faits d'hiver Jusqu'à quand?

Actuellement 41% seulement des chômeurs perçoivent des allocations chômage. Les autres, parce qu'ils ont épuisé leurs droits ou parce qu'ils ne remplissent pas les conditions pour pouvoir être indemnisés (avoir travaillé 4 mois dans les huit mois précédents), ne perçoivent rien.

À l'heure où le chômage de longue durée s'accroît et où la durée des contrats de travail diminue au rythme effréné de l'emploi précaire il semble clair que le choix a été fait de rayer les allocations chômage de la carte et de n'offrir aux travailleurs privés d'emploi que l'aumône de l'assistanat rémiste.

Les sociaux modératos, les cocos déglingués et les écolos ramollos qui nous gouvernent déplorent tout cela mais se refusent à obliger l'UNEDIC à changer les règles du jeu.

À Valence (Drôme), l'ASSEDIC refuse de verser des allocations chômage à sept salariés d'une société publicitaire qui vient de déposer son bilan au motif que cette société qui exerçait ses activités en France, qui avait perdue de multiples subventions lors de son installation, relève du droit... britannique pour avoir son siège social outre manche.

Les petits marquis sociaux, cocos et écolos déplorent tout cela mais se refusent à obliger les ASSEDIC à...

Trente et un ans après son accident, un strasbourgeois va enfin recevoir de la ville de Luxeuil les Baies (Haute-Saône) 800 000 F de dommages et intérêts pour un accident dont il avait été victime.

La gauche plurielle au pouvoir a eu le triomphe modeste à l'occasion de cette grande victoire du réformisme réaliste et n'a fait aucun commentaire. Il y a huit mois de cela, la cour d'assises de Bordeaux condamna Maurice Papon à 10 ans de rôle et à verser 4 600 000 F aux victimes des déportations de 1942-44.

À l'heure d'aujourd'hui, Maurice Papon coule des jours heureux dans sa maison de Seine et Marne et refuse de verser un centime au motif d'une insolvabilité qu'il a sciemment organisée en faisant don de ses biens à ses enfants.

Nos ministres socialistes, communistes et écologistes prient pour que Papon ne sollicite pas le RMI.

La bulle papale du jubilé de l'an 2 000 accorde aux pénitents qui se seront abstenus pendant un jour de boire et de fumer des indulgences plénières réversibles aux morts du purgatoire.

Voudrait-on nous prendre pour des cons qu'on ne s'y prendrait pas autrement!

Jean-Marc Raynaud

Révolte d'un sidéen incarcéré

La loi de janvier 1994 a confié la médecine pénitentiaire au ministère de la Santé. Pourtant, la situation des malades atteints de pathologies graves reste préoccupante. Nous ne rappellerons jamais assez qu'un détenu est d'abord et avant tout une personne qui a commis un délit ou un crime. Sa maladie est toujours mise en doute. Elle ne sera prise en considération qu'à force de harcèlement et de revendication pressantes.

Jean-Paul Brizolier, en instruction depuis 40 mois, est atteint de poliomyélite (handicap moteur des membres inférieurs), d'une maladie respiratoire, ainsi que d'une insuffisance rénale. Plusieurs demandes de mise en liberté provisoire ont été rejetées. Il se trouve à la prison de Fresnes dans une cellule sans aménagement particulier. Il ne peut se tenir debout. Il n'y a pas d'accès « handicapé » pour les douches. Depuis le 2 novembre 1998 qu'il est à Fresnes, il n'a pu se raser, car le miroir est hors d'atteinte. Il partage une cellule de 9 m². La fenêtre doit rester ouverte pour son

problème respiratoire. Elle est d'un accès difficile. Lui et son codétenu se gèlent toute la journée.

François de l'Observatoire international des prisons (O.I.P.) a participé, le 17 novembre, à une rencontre de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie. Cette association a effectué auprès des médecins pénitentiaires une enquête sur le traitement des toxicomanes et des malades atteints du sida. Il a appris, entre autres choses, qu'un certain nombre disaient ne pas donner de traitements antiviraux aux détenus étrangers qui se trouvent sous le coup d'une mesure d'expulsion sous le prétexte du risque d'interruption du traitement !

Ils ignorent manifestement que la loi Chevènement sur les étrangers stipule que « toute personne atteinte d'une pathologie grave, ne pouvant se faire soigner dans son pays d'origine, ne peut être expulsée ».

La peine de mort est abolie... pas pour les prisonniers !

EN TANT QUE PRISONNIER malade du sida, je tiens par ce texte à évoquer les conditions de vie déplorable que l'on subit en milieu carcéral. Une fois de plus, le Sidaction du 27 novembre a occulté les 1500 détenus sidéens. En prison, on a froid, on crève de solitude. Sachez-le, malgré tant de bonne volonté, pas un centime de cette belle action ne nous parviendra.

Il me reste suffisamment d'énergie pour lutter, ce que je m'applique à faire dans l'abandon et l'isolement.

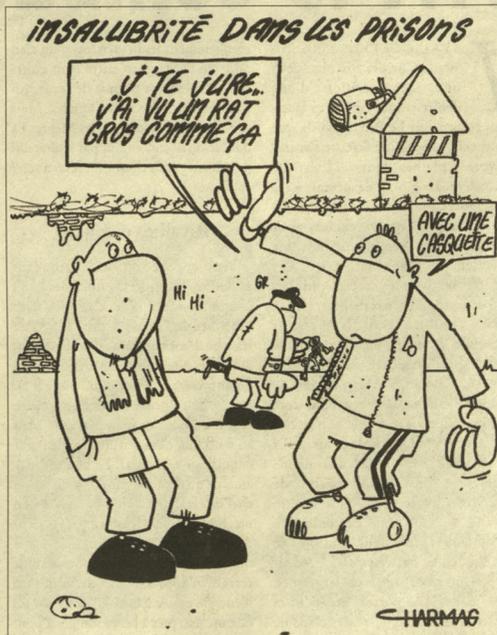
En règle générale, nous avons accès aux traitements multiples. Mais certaines prisons connaissent des difficultés pour avoir des médicaments. Ce que l'on oublie toujours, ce sont

les conditions de vie, les conditions d'hygiène, les conditions psychologiques des détenus malades du sida et de ceux qui sont atteints de pathologies graves (cancers, diabète, etc.) qui restent toujours les mêmes. Quand le détenu ne peut aérer sa cellule comme il le devrait, quand le détenu n'a droit qu'à une douche par semaine, quand le détenu ne peut suivre réellement un régime alimentaire, quand le détenu ne peut rencontrer son médecin autant de fois qu'il le souhaiterait, quand le détenu ne peut obtenir aucun soutien psychologique, car tout cela manque dans les prisons. Manque de moyens, manque de personnel, manque de crédit font que tous ces éléments réunis n'aident pas à ren-

forcer les défenses immunitaires.

Quand prendra-t-on en considération ce scandale ? Combien de temps pourrions-nous supporter cette situation intolérable et inhumaine ? Nous sommes en droit, compte tenu de notre pathologie, d'exiger une amélioration rapide de nos conditions de vie. Cela devient urgent.

L'administration pénitentiaire a pour mission la privation de liberté, mais en aucun cas la privation de nos droits sanitaires, mettant ainsi en péril le pronostic vital des malades à court ou long terme. Il est légitime que nous fassions valoir nos droits par toute forme de lutte. Il est légitime de nous faire connaître comme faisant partie, nous aussi, du pays



des droits de l'Homme. Il est temps que cesse cette oppression intolérable que nous vivons et qui a des conséquences nuisibles pour notre santé. Il est temps de mettre en évidence que les prisons, de par leur inadéquation et leurs structures, sont un facteur favorable au déclen-

chement de la maladie par un affaiblissement physique et psychologique dû à l'incarcération.

Il s'agit là d'une atteinte directe aux droits de l'Homme et aux droits des malades incarcérés.

Laurent Jacqua, malade du sida, incarcéré à Fresnes

LYON

Transports gratuits : seule la lutte paie !

A LYON, NOUS AVONS OBTENU pour la première fois une victoire sur les amendes TCL (Transports en commun lyonnais). Nous n'avons pas les transports gratuits (Barre ne veut pas en entendre parler), mais seulement un abonnement à tarif spécial (50 F/mois) pour les Rmistes.

Aussi, dans le cadre de la lutte pour la gratuité des transports, à l'initiative du CRI (Chômeurs, précaires et solidaires en révolte contre l'injustice), rejoint par l'ensemble du Collectif des chômeurs et précaires du Rhône, une action pour l'amnistie des amendes TCL a eu lieu le 18 novembre 1998.

Cette action a été un succès : des affiches ont été collées dans tous les abris de Lyon, et 60 personnes sont venues, informées principalement par ce biais.

Il y avait parmi elles énormément de jeunes banlieusards, qui n'avaient jamais participé à des actions revendicatives sur les transports auparavant (celles-ci attirent peu de gens en dehors des militants).

Nous nous sommes rendus au bureau des amendes des TCL en métro gratuit, puis nous l'avons occupé et décoré d'autocollants, banderoles...

Les TCL ont finalement accepté de recevoir douze personnes pour négocier.

La délégation, improvisée sur place, a failli se composer des « habituels » représentants d'organisations. Finalement, c'est la proposition que ce soient prioritairement les gens qui ont des amendes à faire annuler qui aillent négocier qui a obtenu gain de cause, d'où une délégation comprenant à la fois des représentants d'organisations, et de nombreuses personnes qui ont eu des amendes.

Le bras de fer entre la délégation et les TCL a duré plus de deux heures, cependant que les autres participants à l'action attendaient dans un froid très pénible à supporter, dehors.

Une victoire collective

Finalement, a été obtenue la réduction massive des dettes pour amendes des gens présents : au maximum, il serait

exigé 50 F « symboliques » aux « fraudeurs » qui perçoivent des revenus, et le franc symbolique pour les sans revenus, quel que soit le nombre des amendes. Par contre, les TCL ont exigé que nous revenions individuellement au bureau des amendes pour fixer au cas par cas le montant de la somme exigée.

Nous nous sommes donc donné rendez-vous vendredi 20 novembre, afin de ne pas y retourner isolés, car nous ne sommes pas naïfs.

Ce vendredi-là, nous avons obtenu, dans un bureau des amendes à l'accès spécialement contrôlé par cinq vigiles, que ces engagements soient à peu près tenus : en effet, dans certains guichets, les TCL ont essayé de demander aux gens 50 F par amende. Nous avons fait pression, en accompagnant chaque personne, et aucun individu n'a eu à payer plus de 60 F pour l'ensemble de ses amendes.

Des amendes déjà passées en tribunal (donc d'un montant de 1200 F minimum) ont ainsi été purement et simplement enlevées des dossiers ! C'est donc une somme importante que nous

XXIV^e congrès confédéral de la C.N.T.-A.I.T.

Les 5 et 6 décembre 1998 se sont tenus à Paris les travaux du 24^e congrès de la C.N.T.-A.I.T. Les deux cents délégués représentant 51 syndicats (dont trois observateurs) ont pu mesurer le chemin parcouru par la confédération depuis le 23^e congrès (Lyon, novembre 1996). Le nombre de syndicats affiliés a augmenté de 15% (de 35 à 51) et la C.N.T. est maintenant présente dans toutes les régions administratives françaises, à l'exception de la Corse. Elle est en particulier présente dans certains DOM-TOM (Guyane, Réunion).

En dehors des travaux de caractère interne (réflexions sur la refonte des statuts de 1946, amélioration des outils de gestion, intensification des actions de formation), le congrès s'est clairement prononcé pour l'intensification du travail syndical, et pour le soutien à tous les « sans » : sans-papiers, sans-abri, sans-ressources...

Il a été également rappelé que le syndicalisme vécu par la C.N.T. ne consiste pas à gérer les miettes octroyées par les patrons et l'État, mais à respecter également les fruits du travail de tous...

Y. Peyraud

avons fait perdre aux TCL par notre action (5000 F d'amendes réduits à 50 F ou encore 10000 F réduits à 60 F...), et une première victoire importante et inédite sur les transports en commun à Lyon.

Victoire d'autant plus importante que, des jeunes banlieusards ayant participé à l'action et à la délégation, cela peut peut-être faire boule de neige dans les banlieues, et créer une dynamique de

lutte collective plutôt que de violence réactionnelle.

Cette action sera reconduite le 18 de chaque mois, départ à 14 heures de la place Guichard. Barre entendra donc régulièrement parler de la gratuité... de gré ou de force !

Prochain rendez-vous, donc, le vendredi 18 décembre, 14 heures, place Guichard.

Sophia (individuelle FA -Lyon)

abonnez-vous! abonnez-vous! • abonnez-

La taxe Tobin: soin palliatif du capitalisme

Quel lien existe-t-il entre S.U.D.-PTT, la Fédération des banques C.F.D.T., Charlie Hebdô et *Témoignage chrétien*? C'est l'association « ATTAC » (Action pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens), dernière trouvaille de « l'union de la vraie gauche retrouvée », sous l'impulsion de l'équipe du *Monde diplomatique*. Le journal qui se donne pour objectif « de produire de l'information » sur tous les aspects de la domination financière et d'agir aux niveaux national, européen et international.

En décembre 1997, quand son directeur Ignacio Ramonet publie son éditorial « Désarmer les marchés », il ne croyait pas que dans la misère de la pensée unique et sclérosante actuelle, une proposition différente, apparemment pragmatique, pouvait déclencher, dans les milieux de Gauche, un véritable élan d'espoir. À l'époque, la crise boursière qui s'abattait sur l'Asie produisit, dans les médias et gouvernements occidentaux, une vague d'inquiétude et de catastrophisme. Dans son éditorial, le directeur du « Monde diplo » propose de créer une nouvelle organisation non gouvernementale, « ATTAC » dont le but est de réactualiser le prélèvement à la source sur les mouvements de capitaux par une taxe au taux de 0,05 % imaginée, en 1972, par l'économiste américain, Keynesien, James Tobin qui reçut le prix Nobel d'économie en 1981. Sous le flot du courrier qui arrivait au « Monde diplo », il fallut mettre en place cette organisation. Après avoir mobilisé et pris contact avec les leaders de la gauche critique et de la gauche rouge : AC!, La Confédération paysanne, Droit devant..., les oppositionnels de la C.F.D.T., la C.G.T.-Finances, S.U.D.-PTT, le Groupe des 10... certains journaux comme *Témoignage chrétien*, *Politis*, *Charlie Hebdô*, des personnalités médiatiques comme, entre autres, Viviane Forrester, Gisèle Halimi, Christophe Aguiton... L'équipe du « Monde diplo » déposa les statuts d'ATTAC le 3 juin 1998. Aujourd'hui la crise continue, et bien que les marchés européens semblent protégés, l'angoisse reste présente, comme le prouvent les conflits sociaux et la nouvelle mobilisation du mouvement des chômeurs.

Le 17 octobre, ATTAC a organisé son premier rassemblement national, à La Ciotat. D'après Daniel Cassen, ATTAC recevrait de 40 à 60 adhésions par jour. Des cadres supérieurs aux chômeurs en passant par des étudiants et des Rmistes.

Il est certain que, dans un monde dominé par une économie financière donnée comme norme, et la peur d'un Grand Krach boursier, une proposition qui promet de sortir du vide politique, émanant d'un prix Nobel d'économie, et reliée par une presse contestataire d'intellectuel patenté, engendre un enthousiasme démesuré.

Tobin or not Tobin?

Depuis sa conférence de Princeton, en 1972, où J. Tobin proposa de taxer les produits financiers dans le but de permettre aux gouvernements des États-Nations de retrouver leur autonomie en matière de politique macro-économique, cette proposition réapparut

ensuite comme solution miracle sous le terme de « taxe Tobin ». Notamment en 1992 et 1993 lors de la crise monétaire européenne, en 1994 lors de l'effondrement du Peso mexicain et du sommet social de Copenhague, où le président Mitterrand relança cette idée; elle fut encore évoquée dans les coulisses du G7, à Halifax en 1995. À chaque fois, ce projet fut gelé pour des raisons techniques ou de conflit théorique. Par la suite, il reçut le support de personnalités politiques aussi diverses que MM. J. Delors (président de la commission européenne de 1985 à 94), Boutros Boutros-Ghali (secrétaire général de l'O.N.U. de 1992 à 1996) ou Barber Conable (président de la Banque Mondiale de 1986 à 1991).

Par le type des instances où il est discuté, et par les responsables politiques qui le soutiennent, il est difficile de croire que ce projet sera révolutionnaire et bouleversera fondamentalement les structures du capitalisme. On nous a dit que M. Tobin, parce qu'il est Keynesien, n'est pas à la mode. Mais nous ne sommes plus dans les années 80, en pleine « révolution » conservatrice et les thèses du néo-keynésisme sont en plein essor. En bon disciple de Keynes, il est pour l'intervention active de l'État et en réduisant les fluctuations des taux, sa taxe permettrait de redonner une liberté de gestion aux États-nations et aurait un effet stabilisateur sur le marché monétaire. Un vrai progrès n'est-ce pas! Cette théorie économique s'inscrit bien dans le cadre de l'étatisme républicain, cet archaïsme bourgeois que l'on nous propose à la place de la pensée unique du libéralisme. En fait, tout cela cache une réaction politique des bourgeoisies nationales face à cette nouvelle hyperbourgeoisie internationale (actionnaires et entrepreneurs) qui contrôle actuellement la globalisation du marché.

ATTAC: L'ARNAC!

Donc, pour faire simple, on veut nous faire croire que grâce à ATTAC, on va taxer les produits financiers, sans surtout trop les abîmer et redistribuer cette taxe aux pauvres.

Tout d'abord qui va taxer? Des organisations internationales pour aider le développement des pays pauvres, comme le proposent les penseurs de la nouvelle gauche ou comme le suggère M. Tobin lui-même, les gouvernements travaillant en étroite collaboration avec le Fond monétaire international? Quel que soit le choix, il n'y a pas de remise en cause du capitalisme. Ensuite le point le plus important: taxer le capital! Une sorte d'impôt sur les grandes fortunes version mondialisation! Quelle arnaque! Nos moralistes intellectuels de la nouvelle gauche (1) dont la spécialité est de montrer les excès de la globalisation, percevant la montée de la colère où pointe une vraie révolte contre un système d'exploitation toujours plus cupide et cynique, se proclament à présent comme recours raisonnable et intelligent.

Grâce à une position, bien ancrée dans le paysage médiatique français, ils s'auto-proclament les défenseurs, les représentants des sans grades, de l'exploitation, de l'exclusion, de la misère: les nouveaux Zorro de la presse écrite. Mais, au juste, que nous proposent-ils, si ce n'est une solution palliative pour nous faire supporter la pression de

plus en plus insupportable d'un libéralisme impitoyable. La taxe Tobin n'est qu'un simple aménagement du capitalisme, une petite réforme où l'oligarchie de l'hyperbourgeoisie internationale consentirait à se priver d'un peu de leur marge bénéficiaire (la plus-value) pour calmer la tension sociale. Une sorte d'aumône, de geste de charité humanitaire ou chrétienne, consentie dans le mépris, pour apaiser tous ces bas peuples. Cette taxe c'est du capitalisme pur et dur. C'est accepter la spéculation financière, le profit, l'exploitation, et « l'inégalité économique ». C'est, dans une prétendue équité, la gestion rationnelle de la misère, un contrôle policier au service du capitalisme.

À quoi joue la nouvelle gauche?

Ce projet s'inscrit bien dans « l'imposture républicaine » (2), et contre l'évolution du gouvernement vers un social-libéralisme, la nouvelle Gauche nous propose de revenir à une vieille lune, le républicanisme de Gauche qui, grâce à son État-providence, protège ses cadres et ses maîtres: les technocrates, les politiciens au service de sa bourgeoisie nationale. Attention nous sommes ici en terrain dangereux, car il n'y a qu'un pas entre républicanisme et fascisme.

Dans cet agglomérat « de gauche », gauche critique, gauche rouge, aux appartenances diverses, il est difficile de savoir le rôle que jouent la naïveté, l'égoïsme, l'intérêt, la manœuvre politicienne, chez des contestataires reconnus par les médias officiels. Cependant, il est plus facile de comprendre pourquoi le pouvoir les laisse faire. En plus du fait qu'ils ne sont pas réellement dangereux, et défendent des thèses qui ne remettent pas en cause le système, ils restent un instrument efficace à la récupération des mouvements sociaux ou des révoltes. Rompus aux pétitions, aux tables rondes, aux débats télévisés, aux déclarations fracassantes, aux petites phrases, à la langue de bois, voire à l'affichage dans les beaux quartiers, ces maîtres paroleurs ont à eux seuls le quasi-monopole de la presse contestataire officielle. Ils constituent de plus un petit réseau d'instrumentalisation de syndicats (S.U.D., groupe des 10, des Fédérations C.F.D.T. ou C.G.T.), d'associations (AC!, AITEC, Amis de la terre, Artisans du monde, Association Gunter Holzmann, C.A.D.A.C., CEDETIM...), de presses (*Le Monde diplomatique*, *Politis*, *Charlie hebdô*, *Témoignage chrétien*, *Transversales*). Ils peuvent en cas d'agitation ou soulèvement des travailleurs et exclus de cette société, canaliser les révoltes, fédérer les causes et même le populisme, raisonner

aussi la turbulence de la jeunesse, en leur rappelant les valeurs de la république, de la démocratie parlementaire, et le besoin d'État, par la voie de la table de négociations et du bulletin de vote.

Ne nous faisons pas d'illusion, derrière ce curieux attelage, certains, sensibles aux honneurs, aux portefeuilles ministériels, voire à l'argent, à tout ce fatras du pouvoir qui corrompt, sont facilement récupérables par l'État.

Devant une telle mascarade, qui cache un réformisme insidieux, il nous faut dénoncer ATTAC, car cette association cache en sous-marin, les sans espoirs, les vaincus du capitalisme qui vont des chrétiens progressistes de la deuxième gauche, devenue la première droite jusqu'au trotskysme de participation.

Non, les libertaires ne soutiendront pas cette réforme qui participe à tromper les exploités et les travailleurs. Non, nous refusons de participer à une coalition hétéroclite dont la nuisance est de vouloir se faire passer pour les représentants du peuple et d'intervenir en son nom dans le spectacle médiatico-politique.

Michel Sahuc - groupe La Sociale (Montpellier)

(1) Most: Contre toutes les illusions politiciennes, *le Monde libertaire* n° 1143.

(2) Frank Gombaud: L'imposture républicaine, *le Monde libertaire* n° 1137.

Exigeons la libération de Mumia!

L'histoire judiciaire des États-Unis est pleine de jugements scandaleux, de Sacco et Vanzetti à Leonard Peltier. Mumia Abu-Jamal, ancien leader des Panthères Noires, est condamné à mort pour un crime qu'il n'a pas commis.

Depuis, il poursuit son combat du fond du Couloir de la Mort. Il n'a cessé de dénoncer, par-delà l'injustice dont lui-même est victime, la situation des condamnés à mort aux États-Unis, et plus généralement les institutions judiciaires et pénitentiaires américaines. Alors qu'il touche à la fin de ses recours légaux, le combat pour sa vie et sa liberté mobilise tous les militants « progressistes » des États-Unis, au premier rang desquels les libertaires.

L'article qui suit est paru le 3 décembre dans a-infos, agence de presse anarchiste sur le net; nous l'avons traduit de l'américain.

Mumia Abu-Jamal est un des milliers de prisonniers politiques des États-Unis. Il est actuellement détenu dans un couloir de la mort de l'État de Pennsylvanie.

À l'âge de 16 ans, Mumia est devenu une cible du FBI et de la machine répressive de l'État de Pennsylvanie parce qu'il était le porte-parole des Black Panthers de Philadelphie. Mumia mettait à profit ses talents naturels de journaliste pour faire connaître les atrocités de l'État et des autorités fédérales contre « nous, le peuple ».

Un complot a été monté pour faire endosser à Mumia le meurtre, en 1981, d'un flic de Philadelphie, Daniel Faulkner. Il a été condamné à mort à la suite d'un procès inique. Depuis le procès, nombre de témoins-clés ont rétracté leur témoignage contre Mumia. D'année en année, on a eu toujours plus de preuves des manœuvres policières et judiciaires pour intimider les témoins et détruire les pièces à conviction.

Malgré l'évidence flagrante de l'innocence de Mumia, l'institution judiciaire de Pennsylvanie a toujours refusé de revenir sur sa décision.

Au nom du peuple de Pennsylvanie, l'État continue de frauder et d'utiliser la force (via l'« Ordre Fraternel de la Police ») pour mener à bien son complot visant à tuer « la voix des sans-voix ». Le 29 octobre dernier, la Cour Suprême de Pennsylvanie a une fois de plus pro-

noncé un déni de justice à l'encontre de Mumia. Ses avocats ont demandé une nouvelle audience: elle leur a été refusée, et le dossier est maintenant dans les mains du gouverneur Ridge, lequel promet de signer rapidement l'ordre d'exécution.

Parmi les nombreuses manifestations de soutien, on notera, pour le mercredi 9 décembre (18^e anniversaire de l'emprisonnement de Mumia sous cette fausse accusation):

- un rassemblement devant le FBI (la force gestapiste dans la guerre menée par le gouvernement américain contre le peuple);
- une marche sur la Cour Suprême (le temple de l'injustice, et l'ultime champ de bataille pour Mumia).

Pour plus de renseignements, ou pour nous aider à libérer Mumia, contacter *International Concerned Family & Friends of Mumia Abu-Jamal/Washington* au (202) 544-1304 ou *FreeMumiaNOW@hotmail.com*



LECTURE

L'indomptée

Mémoires de Louise Michel

QUAND ON AVAIT LE TEMPS de se dire des vérités les uns aux autres... Ferré me disait que j'étais une dévote de la révolution.

C'était vrai ! N'en étions-nous pas tous fanatiques ? Toutes les avant-gardes sont ainsi.

Sa vie, Louise Michel la voua à la révolution sociale. Cela commença sous le second Empire où la jeune institutrice républicaine d'Aulencourt, nourrie des récits des luttes épiques de la première République que lui contait son grand-père, n'aurait pas demandé mieux, quand le préfet de la Haute-Marne la menaça de la déporter à Cayenne pour ses écrits insultants envers l'empereur, que d'y établir une maison d'éducation. Sa volonté de participer à la chute de l'Empire la pousse à s'installer à Montmartre, où elle milite pour l'éducation des femmes et dans les comités de vigilance (aussi bien dans celui des femmes que dans celui des hommes, car, ne voulant pas servir de « potage » à un homme, elle comptait bien prendre sa place en tant qu'individu social femme sans la mendier).

Elle se jettera à corps perdu dans la lutte de la Commune de 1871, non pas à l'hôtel de ville, excepté pour y apporter les revendications du peuple, mais comme ligarde de la garde nationale dans les batailles et sur les barricades. Elle en ressortira anarchiste : « Si un pouvoir quelconque pouvait faire quelque chose, c'eût été la Commune composée

d'hommes d'intelligence, de courage, d'une incroyable honnêteté [...] Le pouvoir les annihila, ne leur laissant plus d'implacable volonté que pour le sacrifice, ils surent mourir héroïquement. C'est que le pouvoir est maudit, et c'est pour cela que je suis anarchiste. »

Déportée en Nouvelle-Calédonie, elle y découvre les Canaques et défend, face à ses codéportés, leur cause lorsqu'ils se révoltent. Elle s'attache à comprendre leur culture et leur enseigne la nôtre pour qu'ils puissent lutter à armes égales contre leur envahisseur. Ne se résignant pas à être broyée par le système de la déportation, elle luttera pour que les déportés de la Commune gardent leur dignité.

Revenue en Europe après l'amnistie, son combat deviendra plus pédagogique, propageant ses idéaux de révolution libertaire à travers des tournées de conférences, des livres, des journaux (dont *Le Libertaire*).

Elle participera, avec des personnages tels qu'Élisée Reclus, Pierre Kropotkine, Sébastien Faure, Émile Pouget et bien d'autres au renouveau du mouvement libertaire que la IIIe République croyait avoir définitivement enseveli sous les monceaux de cadavres de la répression de la Commune.

Survivante malgré elle, elle fera fi de sa personne et mettra à profit ses longs séjours dans les geôles ou l'enferment ses ennemis, l'État et la bourgeoisie, pour se reposer et mieux préparer la révolution. Ses

Mémoires (1), parfois émouvants jusqu'aux larmes, sont une leçon de détermination, d'abnégation, de courage et de volonté.

Depuis l'époque de Louise Michel, l'évolution nous a apporté des révolutions culturelles et politiques (bolchevisme, fascisme, nazisme...), mais la seule révolution sociale, la révolution russe, a été confisquée par les bolchevistes, qui la détournèrent en remplaçant la propriété individuelle par la propriété collective de l'État et voulurent entraîner avec eux les peuples du monde entier, remplaçant toute éventuelle révolution spontanée et avertie par une révolution dirigée, au seul profit des nomenklaturas du parti.

Mais que l'État soit manipulé par des nomenklaturas, par de gros capitalistes, celui qui n'a que sa personne et sa capacité de travail à « vendre » se fait exploiter par les détenteurs et manipulateurs des moyens de production et du capital, fussent-ils étatisés.

Dans le domaine social, les progrès furent lents et douloureux, et les régressions nombreuses. Les causes nécessitant une révolution sociale étant restées les mêmes, les anarchistes proclament encore haut et fort le besoin d'un changement radical de société que seule une révolution sociale pourra nous apporter.

Christophe
(groupe Louise-Michel)

(1) *Mémoires*, de Louise Michel, éditions Sulliver, 150 F (frais de port: 10%).

Élisée Reclus, de la Gironde à Bruxelles

IL PARAÎT QU'ÉLISÉE RECLUS REVIENT À LA MODE. Eh bien, le public venu nombreux aux récentes Rencontres Élisée Reclus semble le confirmer. Il y avait plus de deux cent personnes à certains moments. Cette manifestation, qui s'est déroulée les 13 et 14 novembre derniers à Sainte-Foy-la-Grande en Gironde, le bourg natal de Reclus, fut notamment organisée par l'association des Amis de Sainte-Foy et par des intellectuels de la région ou d'ailleurs. Le dynamisme intellectuel, culturel et associatif de cette contrée, marquée par un protestantisme éclairé et une franc-maçonnerie implantée chez les travailleurs, semble remarquable par rapport à son poids démographique. On comprend aussi que l'émergence d'un Élisée, d'un Élie ou d'un Paul Reclus tient beaucoup à leur environnement socio-culturel. Les rencontres ont réuni la quasi totalité des auteurs francophones qui ont récemment publié un ouvrage sur Reclus (Hélène Sarrazin, Henriette Chardak, Roger Gonot, Joël Cornuault). Des lycéens lurent des morceaux choisis de Reclus (deux textes de géographie, un texte anarchiste) et participèrent aux débats du vendredi. La belle exposition « Écrire la Terre » sur Reclus fut présentée, et elle ne demande qu'à circuler ailleurs. En complément furent projetés samedi des films d'Armand Guerra, anarcho-syndicaliste cofondateur d'une coopérative cinématographique populaire avant la première guerre mondiale. Ils ont été exhumés par sa fille qui apprenait alors l'identité et l'itinéraire de son père, jusque là caché, et qui nous le présente de façon très émouvante. Presqu'en symétrie, l'arrière-arrière nièce d'Élisée Reclus faisait connaissance avec sérieux et passion du trajet de son aïeul et de ses idées.

Géographe et anarchiste

Ces rencontres donnèrent l'occasion de découvrir, de redécouvrir ou d'approfondir la pensée riche, lyrique et foisonnante d'Élisée Reclus, sa vie et son engagement militant. En écoutant les différentes interventions, on

pouvait bien sûr jouer au jeu de savoir qui allait prononcer les mots d'anarchisme et d'anarchiste, qui allait les taire, comment ils pouvaient ou non torde les bouches. À part quelques criantes exceptions, l'honnêteté fut de règle, et, au cas où la dimension anarchiste de Reclus tant dans sa vie que dans sa géographie, aurait échappé à l'auditoire, Gaetano Manfredonia se chargea excellemment de mettre les choses au point, sans rien cacher de ce qui pouvait poser problème dans le mouvement anarchiste, hier comme aujourd'hui. Ainsi, quelle est la pertinence de la « prise au tas » du communisme libertaire conçu par Reclus et Kropotkine, de l'attitude par rapport aux attentats ? Les débats oscillèrent entre le bon ton consensuel, les escarmouches parfois virulentes (le néo-establishment écologiste ne goûta guère les remarques sur l'actualité de la lutte des classes prônée par Reclus ou sur les dérives dangereuses de la deep ecology), les débats entre spécialistes et les interrogations du public largement taraudé par la question du « aujourd'hui, que faire ? ».

Malheureusement, il était difficile d'y répondre, pour deux raisons. D'une part à cause de l'orientation initiale des débats plutôt dirigée vers l'héritage intellectuel et spirituel de Reclus ; et d'autre part à cause de la très faible présence anarchiste (absence des groupes de la région, pas de table de presse). Se découvrir alors le paradoxe : on cause beaucoup d'anarchisme, mais les anarchistes ne sont pas bien visibles. Bien sûr, il s'agit d'un lieu et d'un moment particulier mais l'action dans les manifestations (ou autres) n'excluent pas les rencontres qui, comme leur nom l'indique, permettent le croisement et le brassage toujours utiles d'individus d'horizon divers qui peuvent nous sortir un peu de nos ornières. Une autre initiative a été prise par le Cercle libertaire de Bruxelles le samedi 28 novembre 1998 à l'Institut de sociologie de l'ULB dans le cadre d'une conférence-débat sur « Élisée Reclus, anarchiste géographe - l'engagement du géographe, hier et aujourd'hui », en présence de plusieurs géographes et de la revue *Itinéraire*.

Philippe Pelletier

Cent ans de servitude Aragon et les siens

On a parlé du siècle d'Aragon. À juste titre, car ce siècle fut celui de tous les mensonges et Aragon a tenu les deux bouts de la chaîne. Communisme et révolution, surréalisme et avant-gardes, poésie et roman – tout a été réduit à des caricatures, à des « doubles » grimaçants. Mais si l'imposture politique ne fait plus recette, l'imposture littéraire prospère au grand jour. Et pour cause ! Comme chacun se paie de cette fausse monnaie, à la bourse aux valeurs culturelles, Aragon et les siens sont au zénith, Breton et ses amis à la baisse. L'aube dissout les monstres en ne laissant rien dans l'ombre. L'auteur revient sur les hautes et basses œuvres de notre Fou du Parti non pour ressasser un passé connu, mais pour dissoudre à la lumière de l'histoire présente cette figure monstrueuse de la duplicité.

Un texte de Benjamin Fondane met une touche finale au Tableau.

J.D.

1914-1918

Bref rappel de la tragique histoire de l'équipe du journal *Le Bonnet Rouge*

Durant la Grande Guerre, divers journaux pacifistes se sont illustrés, malgré la censure et les suspensions de parution, occasionnées par le gouvernement : Ce qu'il faut savoir ! de l'anarchiste Sébastien Faure, *Le Bonnet rouge* (plus radical et anticlérical qu'anarchiste, malgré les liens tissés par son fondateur : Bonaventure Vigo (1), alias Almeréya, avec les milieux libertaires) et *La Tranchée Républicaine* de Landau et Goldsky (sous-produit du précédent).

Fondé en 1913, *Le Bonnet Rouge* paiera très cher sa condamnation de la boucherie patriotique. Arrêtée en mai 1918, son équipe est traduite en Haute Cour au mois d'avril. Son rédacteur en chef, Duval, est condamné à mort et fusillé. Ses amis (Almeréya, Goldsky, Joulia, Landau, Leymarie, Marion, Vercasson) s'en tirent avec des peines de travaux forcés. Tous ont écopé du maximum. Même si une amnistie viendra bientôt les délier... Au bout de deux ans, tout de même, pour Leymarie !

Paix-Seaille, journaliste dans le civil et sergent au front, et le capitaine Mathieu, qui renseignaient Almeréya seront condamnés à de légères peines de prison. Almeréya n'a pas cette chance, puisqu'on le retrouve « suicidé » (selon la police, ce que personne ne croit), en août 1918, à la prison de Fresnes.

Le général Nivelles, chef de l'état-major et boucher du Chemin des Dames, limogé le 15 mai 1917, finira la guerre en tant que commandant des troupes françaises en Algérie et Tunisie (2).

« L'assassinat des peuples », comme disait Romain Rolland à propos de la Grande Guerre, n'a pas épargné la presse. *Le Monde libertaire* se devait de le rappeler en ces 80 ans d'anniversaire de la fin de la guerre de 14-18, où est apparu un hommage officiel aux mutins de 17 (fort tardif et très controversé) C.N. – groupe Nada (F.A. de Toulon)

(1) Almeréya est le père du cinéaste Jean-Vigo.

(2) À propos de 14-18 et des « fusillés pour l'exemple », on lira le beau roman de notre camarade Jean Amila: *Le Boucher des Hurlus* (Série Noire, Gallimard, 1997)

CINÉMA

Central do Brasil Walter Salles

Central do Brasil de Walter Salles Le film pourrait s'appeler « Jésus n'habite plus ici ! » ou « à la recherche de... », tellement les pistes d'investigations possibles sont nombreuses. La gare centrale est le sujet d'un documentaire passionnant, extraordinaire. Les gens sortent en trombe de trains surchargés et se déversent dans cette gare, nerf vitale d'une ville en train d'exploser. Au milieu de la cohue une écrivain public. S'approche d'elle, un petit garçon, tenant fermement sa mère à la main. Josué va livrer, via sa mère, son message et son désir. Retrouver son père. Dora écrira ce qu'ils disent. Mais... découvrez comment Walter Salles emballe son récit, sans rechigner sur les détails savoureux ou atroces ou mélodramatiques. Regardez comme ces deux êtres que tout sépare se dévisagent comme le lapin et le serpent ou deux lutteurs déterminés. On les retrouve en bus, ils traversent le sertão, la région désertique au nord du Brésil que les livres de Clarice Lispector « Le bâtisseur de ruines » évoquent, ils se disputent, se quittent et pourtant poursuivent cette quête impossible, ce voyage à la recherche de... Initiatique pour l'un, apportant une sorte de délivrance à l'autre, ce voyage nous fait découvrir des scènes de foule, des scènes de la plus haute solitude. Seule la fin paradoxale révélera dans un torrent de larmes que nous sommes bouleversés et conquis aux raisons du cœur tout comme Dora a été conquise par ce Josué revêché et fier.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

LECTURE Un visage peu connu de Simone Weil

TROP SOUVENT SIMONE WEIL est présentée comme une philosophe chrétienne, auteur de *la Pesanteur et la grâce*. Si, à la fin de sa vie, Simone Weil est devenue mystique, il n'en demeure pas moins que pendant plus de dix ans elle a été une syndicaliste active proche du milieu libertaire. Cette édition (1) présente son action militante, ses amitiés et ses analyses politiques.

Née en 1909 dans un milieu favorisé, Simone Weil est une brillante élève : classes prépa, Normale sup, agrégation. Une fois dans la vie active, elle milite dans la minorité révolutionnaire de la C.G.T.U., se bat pour la démocratie syndicale et l'indépendance du syndicalisme avec ses amis de la Révolution prolétarienne. Elle n'a pas hésité à quitter l'université pour travailler en usine. Son journal, *La Condition ouvrière*, écrit en 1934-36 et publié en 1951 par Albert Camus, qui relate son travail chez Alsthom puis chez Renault, demeure encore aujourd'hui une des meilleures descriptions de la vie des ouvriers avant et pendant le Front populaire. Simone Weil profita de toutes les possibilités qui s'offraient à elle pour pousser jusqu'au bout l'analyse des situations. Ainsi, elle publie dans la *Révolution prolétarienne* un article d'une rare lucidité, « Allons-nous vers une révolution



Simone Weil pendant son séjour dans les milieux anarchistes.

prolétarienne ? ». En 1936, elle part pour Barcelone et rejoint le groupe international de la colonne Durruti. Plus tard, elle quittera la France,

après une ultime expérience comme ouvrière agricole, pour rejoindre Londres où elle meurt en 1943.

La rupture de la révolution espagnole

L'ouvrage contient différentes communications, consacrées à l'analyse du stalinisme (Géraldi Leroy), à son utilisation de l'anthropologie comme ferment de l'anticolonialisme (Anne Roche), à sa réflexion sur la vie de la cité (Adriano Marchetti). D'autres articles relatent son expérience militante. Charles Jacquier présente son amitié pour les minorités révolutionnaires à travers sa correspondance avec Boris Souvarine. Celle-ci remonte aux débuts des années 30, lorsqu'elle fréquentait le noyau de la Révolution prolétarienne et quand un anarchiste d'origine russe, Nicolas Lazarevitch, l'a présentée à Souvarine. Les relations de Simone Weil avec les libertaires et les militants de la gauche antistalinienne ont été fortes. Si intellectuellement les premières ruptures apparaissent lors de son voyage en Allemagne, c'est pendant la guerre d'Espagne qu'elle a commencé à se détacher de ce milieu. La rupture semble venir de l'exécution, avec l'acceptation de Durruti, d'un jeune phalangiste de 15 ans qui n'a eu d'autre choix que de rejoindre le camp anarchiste ou d'être fusillé. Cet assassinat est relaté à Simone Weil, absente des lieux, par Charles Ridet - qui deviendra par la suite Luis Mercier Vega - et Charles Charpentier, alors militants de l'Union anarchiste et membres du groupe international. Elle s'en ouvrira par la suite à Bernanos, dans une lettre devenue célèbre, en plaçant le problème sur le terrain de la morale, qu'elle refuse de voir disparaître dans le feu de l'action. C'est Patrice Roland qui, dans deux articles, étudie sa notion d'engagement et ses rapports

à la petite semaine Scissions

Il y eut d'abord le Parti communiste, stagnant sur des positions stalinienne grossièrement maquillées par des dirigeants sclérosés, et que vinrent secouer, avant de le quitter, réformateurs, rénovateurs et autres furieux partisans du ravalement de façade d'un bunker en décrépitude.

Il y eut ensuite, à un moindre degré, le Parti socialiste, avec le départ de quelques mécontents, réticents à s'adapter aux dures nécessités du marché, républicains robespierristes, ultrajacobins nationalistes groupés autour d'un flic organisateur de charters.

Ne parlons pas des trotskistes, chez qui le saucissonnage d'organisation relève d'une pratique coutumière tribale, où la morale de fer de la Lutte ouvrière exige le renvoi sur-le-champ des partisans du droit à la literie commune pour époux militants lors des tournées d'été auprès des travailleuses-travailleurs rôtiissant sur les plages.

Il y eut encore les mille et un éclats d'une droite décomposée, désintégrée par une défaite électorale cinglante, et qui vit quelques-uns de ses leaders, modernes ultralibéraux ou honteux semi-fachos, s'émanciper de ses deux grandes formations traditionnelles pour tenter leur chance... dans l'intérêt de la France.

Et voilà désormais ce Front national coupé en deux, avec ses « traîtres », ses « factieux », ses « racistes », ses « putschistes », ses « pédés », ses « séditions », ses « passés à l'ennemi », ses « nazis », ses fascistes intégristes et ses fascistes impatients.

De plain-pied dans une société qui fabrique des exclus, chaque famille politique ambitionnant de la diriger produit d'abord les siens, histoire de s'entraîner. Loin de toutes ces tempêtes, voguant sur la mer d'huile de ses modestes ambitions, la Fédération anarchiste avance doucement, portée par le souffle léger de ses adhérents unis et sympathisants amis. C'est doute pour ça qu'on nous dit peu en prise sur l'actualité.

Floralé

au syndicalisme révolutionnaire. Il distingue les matrices idéologiques de la pensée de Simone Weil. Son anticommunisme et son antistalinisme sont liés à la filiation idéologique de Pelloutier ; après lui, elle conçoit que l'émancipation collective ne peut-être que le résultat d'une somme d'émancipations individuelles. Si sa rupture avec le mouvement libertaire est effective, elle conserve au cœur de sa réflexion une certaine

fidélité dans la révolte individuelle et dans la morale telle que la définissait Kropotkine. Bref, un ouvrage fort riche qui apporte de nouveaux éléments sur l'histoire du mouvement libertaire à travers un visage peu connu de Simone Weil.

Benjamin Schwartz

(1) Simone Weil, *l'expérience de la vie et le travail de la pensée*. Sous la direction de Charles Jacquier, éd. Sulliver, 1998, 298 p. En vente à la librairie du Monde libertaire, 170 F.

Parti les mains vides

Ce très beau documentaire de Camille de Vitry commence là où s'arrête ce que nous connaissons de ceux qu'on nomme les sans-papiers. Sans-papiers que nous cotoyons dans la lutte, les manifestations... Et parfois jusqu'à l'aéroport. Là, l'image de l'avion qui décolle est souvent la dernière pour les soutiens des sans-papiers. Et après ? C'est précisément ce que Camille de Vitry nous montre. Le retour, la vie dans le sahel. Puis à nouveau des images et des voix sur la vie ici, en France. La lutte, l'espoir en la gauche puis la trahison du gouvernement Jospin. Camille de Vitry définit son documentaire comme « une réflexion sur l'immigration malienne en France, ou la survie dans le chaos du sahel ; sur la difficile condition de sans-papiers, sur la dignité et autres valeurs ». En effet, ce documentaire suscite bien des réflexions. Et une certitude : cette dignité et cette solidarité sont déjà une victoire.

Laurent

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 17 décembre à 18 heures :

Ci Vis Pacem : avec Gérard Biard (*Charlie hebdo*).

jeudi 17 décembre à 20h 30 :

Microclimats : avec Thierry Meyssan du réseau Voltaire.

samedi 19 décembre à 11h 30 :

Chronique syndicale : M. Mine, auteur du livre

« Négocier la réduction du temps de travail » ;

la situation interantionale avec H. Simon.

lundi 21 décembre à 19h 30 :

La mémoire sociale : les anarchistes illégalistes.

mardi 22 décembre à 22h 30 :

Jazz en liberté : Charles Gayle quartet en public (1993) ;

Nelly Pouget quartet (1991) ; Eric Alexander quartet

(1998) ; John Coltrane-Don Cherry quartet (1960) ;

Johannes Barthelmes Quintet (1996).

mercredi 23 décembre à 10h 30 :

Blues en liberté : Célébration et blues : la fin de l'année, le solstice d'hiver...

NON, NON, ON LIT!!



Liberté

Thiele, Colin (trad Chapouton) *On l'appelait tempête*, Flammarion, 1997.

Dans l'agréable collection « Mon île » cet ouvrage de 1963 est réédité rehaussé de magnifiques illustrations crayonnées de Franquin qui collent à la poésie du récit. Bien que pour pré-adolescents, l'histoire sera pleinement appréciée à l'entrée dans l'adolescence, toutes les opinions enfantines collectées nous confortent dans cette conclusion. Ce bref récit qui pourrait tenir en 40 pages est un récit d'amitié entre un enfant et un pélican, un récit de vie ayant pour moteur la survie. La fin triste reste ouverte puisque l'enfant va quitter sa pleine liberté, il va quitter l'île et entrer à l'école après qu'un chasseur a tué le pélican et avec lui l'illusion de liberté que leur amitié nourrissait. Cet ouvrage, peut-être le meilleur de Thiele, est un condensé du livre pour enfant qui a su retenir dans l'écriture l'approche poétique dévolue dans nombre d'albums pour jeunes à l'illustration.

Henry, Vautier, *Tour de Terre en poésie*. Anthologie multilingue de poèmes du monde, Rue du Monde, 1998, 69 p.

Pour être libre encore faut-il se sentir de l'humanité entière. C'est ce que peut permettre cette anthologie qui expose en bilingue des poèmes catalan, hébreu, kurde, romani, tamoul, cheyenne, arabe, russe, chinois, touareg, etc. 50 poèmes de 50 cultures différentes dans leur langue d'origine. Ces poèmes cohabitent sur une même double page faisant dialoguer des cultures éloignées comme par exemple ce poème de Machado sur la mort d'un enfant durant la guerre d'Espagne à côté de celui d'un enfant Nahuatl qui conte à sa mère sa propre mort, ou encore ce poème basque d'Aresti qui parle de sa maison accrochée à sa terre, mis en vis-à-vis d'un poème de jenuz Duka le Rom dont la maison est le vent des libres chemins. Citons enfin ce poème d'Armand Robin :

Je ne suis pas breton, français, letton, chinois, anglais

Je suis homme universel et général du monde entier.

Semblable à l'horizon des gencives

Entre mes dents je prends entier,

Le monde entier,

Pourvu que devant les pauvres

S'incline les rois !

Coup de chapeau à cette édition.

Philippe Geneste

Front des luttes

suite de la première page

ces derniers temps d'abolition du travail, or il ne s'agit pas d'abolir le travail au sens de l'activité humaine, mais du travail salarié... du salariat! (ça va peut-être sans dire, mais ça va tellement mieux en le disant). L'abolition du chômage porte la question de l'abolition du salariat! Et donc de l'État.

Qu'on le veuille ou non, ces idées là avancent à grands pas dans les têtes. Le mouvement des chômeurs et précaires joue un grand rôle en ce sens. Il ne doit pas s'en tenir à des revendications sur les revenus ou les 35 heures.

Le chômage: quel intérêt?

Oui, le chômage est utile au patronat. Il permet - sous prétexte de lutter contre ce fléau (comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle ou d'un virus) - de déréglementer et de reprendre à la classe laborieuse ce que les luttes sociales lui avaient apporté. Le chômage permet au patronat d'être en position de force et de faire accepter n'importe quelles conditions de travail, salaires et statuts.

Il est utile à l'État parce qu'en versant une misère aux chômeurs en fin de droit (ou qui n'en ont jamais eu), en divisant

les chômeurs et les salariés, en multipliant les statuts et règlements, il anesthésie - avec le concours des médias - une population qui ne risque pas de faire irruption dans la gestion du système et donc de le réformer profondément et durablement. En soumettant toute allocation à une recherche d'emploi ou à des activités d'insertion (dans quoi?), en instaurant le système de dégressivité des allocations chômage, l'État cultive dans l'esprit de ceux qui bossent la suspicion de fainéantise.

La banalisation de la misère officiellement reconnue et réglementée fait que les chômeurs et les « précaires » renvoient aux salariés une image négative, comme la matérialisation d'un danger qui les guette. Ils préfèrent rejeter cette sous-classe! Encouragés en cela par les discours de la classe dominante.

Or, les dépossédés du droit au travail que sont les chômeurs ne sont inactifs que par impossibilité économique d'agir. Ils ne se désocialisent que parce que toutes les mesures prises pour « soulager » la misère leur ôtent toute dignité, les poussent à la démission et à l'assistanat.

Nous savons bien que l'épanouissement de l'individu ne passe pas par une vie abrutissante faite d'études à marche forcée, de salariat voleur de temps et

d'énergie ou de chômage facteur de misère.

Résistons et proposons

Cette société ne tient plus debout. Sa fameuse démocratie n'est qu'une coquille vide de toute substance. Son « peuple souverain » est sous le joug de la classe possédante par l'action de représentants qu'il a désignés aveuglément, privé de tout moyen d'information sérieuse, de temps pour réfléchir, analyser, pour exercer cette fameuse « souveraineté ». Un peuple qui aurait le temps de réfléchir deviendrait vite ingouvernable... Jospin déclarait sur France 3 l'hiver dernier: « J'ai dit que je voulais une société du travail et pas une société de l'assistance. » Menteur!

Face à ces brigands, nous devons proposer un monde qui œuvre plutôt qu'un monde qui trime. Un monde qui bouge et où l'individu peut s'épanouir plutôt qu'un monde sinistre et abrutissant où l'individu n'est qu'une ressource humaine jetable et corvéable à merci.

Exiger un relèvement significatif du SMIC, des minima du même montant; mener campagne contre le démantèlement du service public, la remise en cause de la retraite par répartition et du



Déclit: clap de fin?

Rappelons-nous avant toute chose quelques faits: le mouvement des établissements scolaires de la Seine Saint-Denis (93) avaient ébranlé l'année dernière l'institution scolaire, du fait de son ampleur et du contenu de ses revendications. Par la suite, il y eut la mise en place depuis le début de l'année scolaire 98-99, des États Généraux de l'Éducation. Mais ce n'était pas tout.

Depuis octobre 1997, Déclit, une équipe de six enseignants partisans de la pédagogie Freinet, souhaitaient que fonctionne un établissement collège-lycée totalement autonome. Ce projet s'est transformé dans le temps en l'ouverture de deux classes, une de 6^e et une de 5^e, pour une cinquantaine d'élèves, dans le collège de Guyter de Saint-Denis; le rectorat s'opposant au projet initial et à l'indépendance totale de l'équipe. Le 23 novembre, le conseil d'administration du collège a rejeté l'ouverture de ces classes à la rentrée 1999.

Il est clair que le temps de l'ouverture de lycées autogérés au sein de l'Éducation nationale semble loin. L'État a tout fait pour casser le projet autonome dès le départ. Ce même État qui parle de rénovation pédagogique, de plan Meirieu et autres projets. Double-face, comme à l'accoutumée!

Pourtant, c'est bien un tel projet que nous devons soutenir. Que ce soit dans la sphère du public ou dans la sphère du privé! Alors, le déclit, c'est pour quand?

Jérôme. - groupe Saornil (Villeurbanne)

système de santé, l'éducation-compétition, démontrer et dénoncer les connivences entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Oser dire en face que - le capitalisme marchant à coup d'exclusion - c'est contre lui qu'il faut lutter, aurait le mérite de mettre sur la place publique le débat social auquel nous ne pouvons échapper. Ce débat, c'est dans la lutte et par elle que nous pouvons l'avoir.

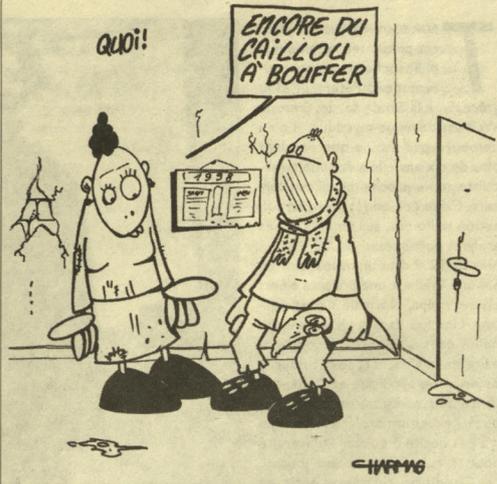
Se lever, résister, c'est le premier pas. C'est là que nous en sommes. Seule notre détermination et la volonté de faire converger les luttes nous feront passer de la juste colère à la nécessaire révolution sociale.

Parce qu'il n'est pas viable à long terme ni écologiquement ni socialement, le modèle de société va changer, c'est inéluctable.

N'ayons pas peur d'imposer la justice sociale à ceux qui ne nous proposent que de « soulager » la misère à condition qu'elle soit soumise.

Sylvie et Bruno (Liaison FA. Pétrigieux).

NE DEMANDEZ PLUS LA LUNE, PRENEZ LA!



LEGALISONS LE DEBAT



Abrogation de l'article L.636 Interdisant tout débat sur les drogues Non à la criminalisation des usagers

FEDERATION ANARCHISTE

145 Rue Andrieu 75011 Paris

Affiche réalisée par les groupes de Lorient et Nantes de la F.A. 3 couleurs, format 40 x 60, à commander à : Groupe FA de Nantes, c/o Local, 16 rue Sanlecque, 44000 Nantes. 1,85 F l'affiche à partir de 50 exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre de ACLN

A G E N D A

jeudi 17 décembre

LYON: Conférence à l'initiative de la Fédération anarchiste sur la question des drogues avec Jean-Pierre Galland (CIRC) et Régis Balry (FA) à 21 heures dans le cadre du Café libertaire, 19, rue Pierre Blanc, 1^{er} (entrée par l'allée).

METZ: Le Collectif libertaire de Metz (C.N.T., F.A., Scalp) organise une réunion publique sur le problème des sans-papiers avec projection vidéo et débat. La réunion aura lieu à la fac de lettres, île du Saulcy à 19 h 30.

vendredi 18 décembre

DIJON: Le Groupe libertaire de Dijon (SCALP/FA) et la CNT vous invite à une conférence-débat sur « les 35 heures en question » à 20 h 30 à l'espace autogéré des Tanneries (13, Boulevard de Chicago).

samedi 19 décembre

IVRY-SUR-SEINE: Réunion à 20 h 30 « Avec les sans-papiers » Projection du documentaire de Camille de Vitry « Partis les mains vides » et débat avec le groupe Elisée Reclus de la F.A., salle Saint-Just, 30 rue Saint-Just.

LYON: L'Union locale de la Fédération anarchiste appelle à ce joindre au rassemblement organisé par le collectif lyonnais pour le droit des femmes sur le lancement d'une campagne d'information sur la contraception et pour la dépénalisation de l'avortement, à 14 heures, place Bellecour.

SAINT-GIRONS: Gérard Lorne présentera son livre « Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise » (éditions du Monde libertaire) à partir de 11 heures à la librairie La Mousson.

lundi 21 décembre

GRENOBLE: Conférence-débat organisée par la C.N.T.-A.I.T., la C.N.T.-38, la F.A. et le Scalp-no Pasaran sur la répression des anarchistes italiens à 20 heures au 102, rue d'Alembert. Entrée libre.